Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde

37 | 2006

Langue(s) et religion(s) : une relation complexe dans l'enseignement du français hors de France XVI^e-XX^e siècle

L'école confessionnelle comme lieu d'expression identitaire des communautés linguistiques de Montréal, 1940-1960

Mélanie Lanouette

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/dhfles/76>

DOI : 10.4000/dhfles.76

ISSN : 2221-4038

Éditeur

Société Internationale pour l'Histoire du Français Langue Étrangère ou Seconde

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 161-189

ISSN : 0992-7654

Référence électronique

Mélanie Lanouette, « L'école confessionnelle comme lieu d'expression identitaire des communautés linguistiques de Montréal, 1940-1960 », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde* [En ligne], 37 | 2006, mis en ligne le 02 juillet 2009, consulté le 27 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/dhfles/76> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dhfles.76>

L'école confessionnelle comme lieu d'expression identitaire des communautés linguistiques de Montréal, 1940-1960

Mélanie Lanouette
Université catholique de Louvain

La question de la langue a été et est toujours centrale dans la définition identitaire des groupes culturels. Le Québec, majoritairement francophone, partage depuis toujours son espace avec des minorités anglaises et allophones dont les droits scolaires n'ont pas toujours été garantis par la loi. Longtemps confessionnel, le système d'éducation comptait jusqu'à la fin du XX^e siècle deux secteurs autonomes, l'un protestant et surtout anglophone, l'autre catholique et majoritairement francophone. Le secteur catholique a cependant compté une minorité anglaise qui a adopté des stratégies institutionnelles mitoyennes entre les secteurs protestant et catholique, affirmant ainsi les liens indissociables entre la langue et l'appartenance religieuse. En mettant l'accent sur la multiplicité des modèles éducatifs, définis non seulement à partir des critères confessionnels mais aussi linguistiques, l'article étudiera plus particulièrement les enjeux liés à l'accueil des minorités linguistiques dans le système d'éducation catholique montréalais, entre 1940 et 1960.

The issue of language has always been central when defining the identity of a cultural group. Since the beginnings of Quebec, the francophone majority shared with English and allophone minorities a school system that had not always been fair to those minorities. For a long time recognized as confessional (up to the end of the twentieth century), the school system was based on two autonomous systems, one being Protestant and mainly anglophone, the other being Catholic and mostly French-speaking. Nevertheless, the Catholic sector included an English-speaking minority who adopted institutional strategies combining Protestant and Catholic issues, thus reaffirming indivisible bonds between language and religion. Putting emphasis on a multiplicity of educational models, defined through confessional and linguistic criteria, this paper specifically examines the issue of integrating linguistic minorities into the Catholic education system in Montreal, between 1940 and 1960.

Introduction

L'histoire du système scolaire québécois et de ses divisions culturelles et linguistiques qui le caractérisent, est un terrain d'investigation privilégié pour mieux comprendre les relations fortes qui existent entre « langue » et « religion ». Je me propose plus particulièrement d'étudier ici les rapports qu'ont entretenus, sur le plan éducatif au Québec, la majorité francophone et la minorité anglo-catholique, notamment à travers l'enjeu qu'a représenté l'intégration des immigrants dans les secteurs catholiques d'éducation de Montréal, entre 1940 et 1960. En éclairant les tensions qui ont existé entre ces groupes catholiques, je souhaite nuancer l'importance du facteur religieux dans la constitution des projets éducatifs, et ce, même si l'appartenance confessionnelle apparaît à première vue comme le principal facteur de cohésion. En dépassant ainsi l'idée d'une dualité purement confessionnelle en matière scolaire au Québec, l'école peut être considérée comme un lieu d'expression culturelle et identitaire.

Cette affirmation peut sembler une évidence. Toutefois, l'historiographie de l'éducation au Québec, en abordant surtout la majorité franco-catholique, n'a pas montré la complexité des liens qui unissent les communautés linguistiques à l'école. De plus, en traitant des groupes linguistiques comme des entités séparées (« les deux solitudes », pour reprendre l'expression chère à l'écrivain Hugh Mac Lennan), et non comme des groupes qui cohabitent et dialoguent, et qui, finalement, se construisent en fonction de l'autre, on laisse de côté certaines clefs de compréhension de l'histoire scolaire dans une société dite « divisée ».

Dans un premier temps, je présenterai rapidement les divisions internes du secteur catholique du système scolaire québécois. Dans un deuxième temps, je m'attarderai sur le groupe néo-canadien²⁶⁵ au milieu du XX^e siècle au Québec et sur sa place dans le système d'éducation.

²⁶⁵ Dans le contexte scolaire, le terme « Néo-Canadiens » réfère surtout aux allophones, donc à ceux dont la langue maternelle n'est pas l'une ou l'autre des deux langues officielles du pays : l'anglais et le français. En théorie, toutefois, l'expression s'applique également aux immigrants dont la langue maternelle est l'anglais ou le français (visant ainsi également, par exemple, les Anglais, les Français ou encore les Belges francophones). Mais ces derniers ont un poids démographique moins important dans le groupe dont je m'entretiens ici.

Dans un troisième temps, j'aborderai les efforts des autorités scolaires de Montréal pour intégrer les clientèles néo-canadiennes dans le secteur catholique. En conclusion, je tenterai de voir comment une perspective comparée peut permettre à une telle recherche de contribuer à affiner notre compréhension des liens qui se tissent, en éducation, entre « langue » et « religion ».

1. Un réseau scolaire catholique divisé

Longtemps confessionnel, le système d'éducation québécois compte jusqu'à la fin du XX^e siècle deux secteurs autonomes : l'un protestant et surtout anglophone, l'autre catholique et majoritairement francophone. La loi scolaire, insérée dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, est quant à elle strictement confessionnelle²⁶⁶, reconnaissant certes la dualité linguistique entre les protestants et les catholiques, mais non pas à l'intérieur même du groupe catholique. On mentionne toutefois le droit pour les anglo-catholiques d'avoir des instituteurs anglophones (Carter 1957 : 73), mais sans leur reconnaître toutefois aucune spécificité sur le plan scolaire.

Pourtant, les anglo-catholiques sont relativement nombreux au Québec, assez du moins pour revendiquer des classes, des écoles, puis des programmes scolaires qui leur sont propres. De fait, le développement du secteur anglo-catholique est à ce point important, qu'au milieu des années 1960, la population scolaire anglaise catholique a relativement le même poids que la population scolaire anglo-protestante qui bénéficie d'un système scolaire qui lui est non seulement propre, mais aussi garanti par la loi scolaire. En 1966-67, la population scolaire des écoles anglo-catholiques est de 110 237, alors qu'elle est de 134 087 pour les écoles protestantes. Les deux groupes représentent respectivement 7% et 9% de l'ensemble de la population scolaire du Québec, massivement franco-catholique (Jones 1982 : 101).

Les anglo-catholiques, même minoritaires et, je dirais, « hors-la-loi », constituent donc une force non négligeable sur le plan scolaire ; une force que vont reconnaître les autorités franco-catholiques, l'État québécois en quelque sorte, en leur octroyant plus de liberté dans la

²⁶⁶ Le système d'éducation québécois demeure confessionnel jusqu'à la toute fin du XX^e siècle.

gestion de leurs écoles, et en créant pour eux des structures qui allaient faciliter leur autonomie. Parmi celles-ci, comptons la mise en place d'un inspectorat scolaire anglais en 1939, placé sous l'autorité d'un anglophone²⁶⁷ : un gain important pour la minorité. Jusque-là, en effet, les inspections annuelles des écoles étaient effectuées par des francophones bilingues peu au fait des pratiques propres à ce groupe. La création de ce district consacre une reconnaissance tangible du secteur anglais par les autorités scolaires catholiques.

Parmi les autres structures qui ont permis l'autonomie du secteur d'éducation catholique anglais figure le Comité catholique²⁶⁸ qui crée, au milieu des années 1940, deux sous-commissions permanentes anglaises pour la révision des programmes élémentaires et secondaires de ce secteur d'enseignement. Les deux entités, animées exclusivement par des anglophones, sont fusionnées en 1956 pour former la Sous-commission des écoles catholiques de langue anglaise, consacrant officiellement ainsi une autonomie depuis longtemps acquise dans les faits (Lanouette 2004 : 307 et suiv.).

C'est à partir de ces structures que les anglo-catholiques vont élaborer des programmes d'études distincts de la majorité

²⁶⁷ C'est le district d'inspection n° 68, dont le premier titulaire est William O'Donnell, avocat et professeur à l'école Saint-Patrice de Québec. Ce district comprend un certain nombre d'écoles anglaises et couvre les régions de l'Abitibi, du Témiscamingue, Chicoutimi et les villes de Sherbrooke, Trois-Rivières, Verdun, Québec et Montréal. Cette reconnaissance du secteur anglo-catholique, par la mise en place d'un inspectorat spécifique pour lui, permet à certains d'affirmer que l'on peut vraiment dater de 1939 l'origine de l'éducation anglo-catholique au Québec (notamment Gallagher 1957), ce avec quoi je suis en désaccord, car une telle affirmation ne tient pas compte de la vitalité antérieure des écoles et des structures catholiques anglaises dans les régions administrées par les commissions scolaires. Celles-ci ont en effet joué un rôle très important dans le développement du réseau scolaire.

²⁶⁸ Même si, au Québec, l'éducation relève d'un organisme provincial central, le Conseil de l'instruction publique, ce dernier n'a qu'un pouvoir limité au cours de la période étudiée. Dans les faits, ce sont ses deux comités confessionnels – catholique et protestant – qui contrôlent le système scolaire, depuis l'approbation des manuels et l'élaboration des programmes jusqu'au traitement des instituteurs. Il est significatif de noter que la moitié des membres de ces comités sont des ecclésiastiques ; les évêques y siègent d'ailleurs d'office. La représentation anglophone y est cependant minime, contrairement aux commissions scolaires où la présence des anglo-catholiques est assurée par la loi.

francophone²⁶⁹. Les programmes secondaires de la minorité anglo-catholique feront par ailleurs l'envie de leurs coreligionnaires francophones. Les anglo-catholiques sont ainsi les premiers à instaurer une école publique secondaire dans le secteur catholique, devançant ainsi de plusieurs années les francophones. Leurs programmes permettent également un accès direct à l'université, notamment l'Université McGill, qui reconnaît en 1940 le programme secondaire catholique anglais²⁷⁰.

Cette reconnaissance par l'Etat d'une particularité propre aux anglo-catholiques provoque une prise de distance de ce secteur d'enseignement avec la majorité francophone, tout en désavantageant le secteur français qui ne connaît une réforme du secondaire public que beaucoup plus tard, à la fin des années 1960. La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, tenue dans les années 1960 au Québec, reconnaît par ailleurs que le secteur anglo-catholique constituait « un troisième régime scolaire » dans la province de Québec :

La situation des élèves catholiques de langue anglaise, au Québec, ne ressemble en rien à celle des protestants. [...] L'évolution graduelle de ce qui était virtuellement un troisième régime scolaire —le régime catholique de langue anglaise— illustre de façon intéressante l'histoire de l'enseignement chez les minorités du Québec (*Rapport...* 1968 : 33).

Ainsi, la cohabitation des deux groupes linguistiques dans un système confessionnel ne va pas forcément de soi et il ne suffit pas de partager le même credo pour fréquenter les mêmes écoles. Les rapports de force, entre les secteurs français et anglais, sont encore mis à rude épreuve après la Seconde Guerre mondiale, qui voit l'arrivée de milliers d'immigrants catholiques allophones. A l'heure d'un libre marché scolaire, les Néo-Canadiens, comme on appelle les immigrants dont la

²⁶⁹ Il faut dire qu'ils le souhaitaient ardemment. Comme ils devaient utiliser les traductions des programmes français, qui étaient considérés comme peu adaptés au marché de travail, les anglophones voudront se doter de programmes, notamment dans le secondaire, qui sont plus compétitifs face aux programmes protestants.

²⁷⁰ C'est en effet en 1940 que l'Université McGill reconnaît le « Catholic High School Leaving Examination as being equivalent to their previously necessary Junior Matriculation Examination », Lettre de C.L. Nelligan, évêque de Pembroke, à M. Victor Doré, surintendant de l'instruction publique, Pembroke 25 mars 1940, Archives nationales du Québec à Québec (E13 1960-01-032/1618, n° 29).

langue maternelle n'était ni le français ni l'anglais, peuvent choisir leur secteur d'enseignement. Certains privilégient le secteur protestant, même s'ils sont eux-mêmes de foi catholique, tandis que la grande majorité opte pour le secteur catholique anglais, gonflant alors substantiellement son poids dans l'appareil éducatif québécois, spécialement à Montréal où la représentation anglaise est la plus élevée de la province. Ville cosmopolite et principal lieu d'accueil des immigrants, Montréal voit s'établir sur son territoire une véritable concurrence scolaire entre trois principaux protagonistes : les anglo-protestants, les anglo-catholiques et les franco-catholiques. La réaction des francophones, particulièrement après 1945, est vive. Bien qu'elle reste soudée autour d'un projet identitaire alliant langue française et religion, la majorité francophone allait devoir se questionner quant à l'éventualité d'intégrer ces minorités dans les écoles françaises, au risque de menacer son unité.

2. Les Néo-Canadiens catholiques, facteur de tension au sein du réseau scolaire montréalais

Le visage ethnique du groupe catholique au Canada et au Québec se diversifie de manière marquée au XX^e siècle, et particulièrement à partir des années 1930, notamment au gré de l'arrivée massive d'immigrants catholiques allophones – VOIR TABLEAU 1. La communauté italienne de Montréal, par exemple, passe de 2 000 à 23 000 membres entre 1901 et 1930 (Behiels 1988 : 10).

Tableau 1 - Origines ethniques des catholiques canadiens, 1931 (en %)

Canadiens français	66,5
Britanniques et Irlandais	16
Ukrainiens	3,6
Polonais	2,9
Allemands	2,5
Italiens	2,1

Source : Murphy et Perin dir., 1996 : 349.

Au tournant du siècle, la population de la ville de Montréal, où se regroupent majoritairement les Néo-Canadiens, connaît une hausse

significative en passant de 217 000, en 1891, à 619 000 en 1921 (Gagnon 1996 : 29). Au même moment, la ville accueille de plus en plus d'immigrants, favorisant ainsi un plus grand cosmopolitisme qui se reflète dans les écoles. Au mois d'octobre 1948, la revue *L'Ecole canadienne* publie un rapport de la Commission des écoles catholiques de Montréal (dorénavant CECM) qui fournit des statistiques révélatrices de l'importance des Néo-Canadiens dans la métropole. Ainsi, d'après le recensement de 1941, les Néo-Canadiens forment une population totale de 47 014, dont 7 500 enfants sont inscrits dans les écoles de la CECM (Lanouette 2004 : 117).

Un rapport produit en 1957 par le Comité catholique fait quant à lui état des effectifs globaux des Néo-Canadiens au Canada : entre 1946 et 1956, 1 382 000 immigrants arrivent au pays. Depuis 1951, la moyenne annuelle s'élève environ à 160 000 nouveaux arrivants. Parmi les immigrants arrivés au Canada entre 1946 et 1956, 270 000 s'établissent au Québec. Cette destination est d'ailleurs moins privilégiée que l'Ontario, par exemple, où 752 000 immigrants choisissent de s'installer. De surcroît, plusieurs Néo-Canadiens qui immigreront d'abord au Québec quittent ensuite la province après y avoir séjourné quelque temps. Sur la proportion de catholiques que comptent ces immigrants, le rapport mentionne seulement que « des personnes en contact constant avec les immigrants estiment que 40% d'entre eux sont catholiques » (cité dans Lanouette 2004 : 118).

Ces communautés catholiques s'organisent un peu partout en paroisses nationales. A Montréal, on en compte environ une vingtaine vers la fin des années 1950. Il est vrai qu'une grande partie de cette population est urbaine, dans une proportion de 90%, et qu'elle augmente sans cesse, tant en nombre qu'en proportion. En ce qui concerne la population étudiante néo-canadienne, les relevés fournis par les inspecteurs d'écoles en 1956 indiquent qu'ils ont au nombre de 15 016 à l'échelle provinciale. De ce nombre, 12 787 sont à Montréal²⁷¹.

²⁷¹ Les autres sont répartis dans plusieurs régions de la province, particulièrement dans les centres miniers où les immigrants trouvent du travail : Rouyn, Val d'Or, Noranda, Ville Lasalle, Ville St-Laurent, Bourlamaque, Québec, Hull, Verdun, Lachine, Outremont et Malartic.

Massivement, les Néo-Canadiens choisissent l'anglais

A partir des années 1930, la part d'élèves néo-canadiens prend une importance grandissante dans les clientèles des écoles catholiques anglaises surtout. La proportion la plus importante des écoliers du secteur anglo-catholique est alors en effet formée d'élèves catholiques néo-canadiens dont la langue maternelle n'est ni le français, ni l'anglais. Alors qu'ils s'établissent au Québec, une province majoritairement francophone, les Néo-Canadiens choisissent massivement l'anglais comme langue seconde et comme langue d'instruction pour leurs enfants. Ce choix se fait souvent à l'encontre de l'appartenance confessionnelle. Ainsi, plusieurs immigrants catholiques, en l'absence d'une institution scolaire anglo-catholique, n'hésitent pas à envoyer leurs enfants dans les établissements anglo-protestants de la province :

Même si la religion, l'ethnie, l'appartenance régionale ou la classe sociale divisaient les anglophones, ils étaient unis par contre dans leur attachement à plusieurs institutions sociales, parmi lesquelles l'école anglaise était la plus importante. Dès leur formation, les écoles protestantes [...] étaient destinées à desservir la clientèle anglophone (Rudin et Taschereau 1993 : 202).

Dès les années 1930, et spécialement après 1945, le secteur catholique anglais, fort de programmes scolaires élémentaires et secondaires compétitifs avec le secteur protestant, réussit à ramener en son sein les allophones catholiques, contribuant à son essor et à sa diversification ethnique, comme on peut l'observer au tableau 2.

Tableau 2 – Pourcentage d'élèves inscrits dans les écoles anglaises de la CECM, selon la nationalité, 1955-1956

Allemands	91,9 %
Polonais	88,7 %
Lithuaniens	88,2 %
Hongrois	87,4 %
Hollandais	87,3 %
Ukrainiens	87 %
Tchécoslovaques	86,2 %
Italiens	61,2 %
Syriens	53,6 %
Belges	30,4 %

Source : « Le problème scolaire des Néo-Canadiens. Rapport du Comité d'enquête soumis au Comité catholique du Conseil de l'instruction publique », Québec, 1^{er} mai 1957, p. 8. Archives nationales du Québec à Québec (E13 1993-06-007/266, n° 557).

Fait intéressant à souligner, le rapport note que le total des enfants néo-canadiens à Montréal est plus important, dans les deux secteurs (français et anglais), que celui des élèves d'origine britannique. En 1955-1956, dans le seul secteur anglo-catholique, les élèves néo-canadiens étaient au nombre de 12 787 (55,6%), tandis que les élèves d'origine britannique étaient au nombre de 10 226 (44,4%). Entre les années académiques 1931-1932 et 1938-1939, le nombre de Néo-Canadiens inscrits dans les écoles de langue française de la CECM décroît de 3 965 à 3 495, tandis que du côté des écoles de langue anglaise, les Néo-Canadiens sont au nombre de 3 608 en 1931-1932 et de 4 723 en 1938-1939²⁷². Après 1945, la proportion des Néo-Canadiens inscrits dans le secteur français

²⁷² « Première partie : Les élèves qui ne sont ni d'origine française ni d'origine anglo-saxonne », Montréal, *circa* 1940, Archives nationales du Québec à Québec (E13 1993-06-007/290, n° 41).

chute de 16,5%, passant de 2 116 inscriptions à 1 767 (Behiels 1986 : 47). Du côté anglais, par contre, cette proportion ne chute que de 10%. Après la Seconde Guerre mondiale, et surtout dans les années 1950, le nombre d'immigrants augmente rapidement, ainsi que la proportion des Néo-Canadiens dans les écoles anglaises. En 1957, près de 75% des enfants immigrants sont inscrits dans le secteur anglais.

Le parcours du groupe italien illustre particulièrement bien cet attrait grandissant pour les institutions anglaises. Les Italiens, qui constituent une des minorités culturelles les plus importantes de la métropole, arrivent au pays surtout à partir du début du XX^e siècle, autour des années 1910-1930 (Germain 2002 : 126). Ils s'installent dans ce qu'on appelle aujourd'hui « la Petite Italie » et se regroupent dans des « quartiers-villages » qui rassemblent les Italiens selon leur origine régionale. S'ils ont d'abord préféré intégrer leurs enfants dans les institutions françaises, les Italiens privilégient les institutions anglaises vers les années 1930 et 1940. Il faut comprendre que la crise économique accentue la compétition que rencontrent les Italiens sur le marché du travail. Ils sentent donc le besoin d'inscrire leurs enfants dans des institutions dont les programmes leur permettront d'avoir accès à de meilleurs emplois, surtout parce qu'ils y apprennent l'anglais (Behiels 1988 : 11). Tandis que certains préfèrent les institutions scolaires protestantes, d'autres, de plus en plus nombreux, inscrivent leurs enfants dans les écoles anglo-catholiques, un secteur en plein développement.

L'attrait pour le secteur anglais tient au fait que les immigrants réalisent que l'intégration au groupe anglophone leur assure une plus grande mobilité sur le territoire nord-américain, leur permettant aussi d'être plus compétitifs sur le marché du travail. Les allophones qui s'installent au Québec le font parfois de façon temporaire, choisissant par la suite d'émigrer dans l'une ou l'autre des provinces anglaises ou encore aux États-Unis. Cette préférence pour l'école anglaise est aussi renforcée par l'arrivée de prêtres américains, d'origines ethniques variées, invités à venir prendre en charge les paroisses nationales. D'ailleurs, sous l'influence de ces prêtres venus des États-Unis, des pressions sont faites, entre autres, par les Slovaques, les Polonais, les Ukrainiens et les Lithuaniens, pour que l'enseignement que reçoivent leurs enfants soit donné en anglais²⁷³.

²⁷³ Le 4 juin 1948, on étudie à la CECM trois requêtes émanant de Néo-Canadiens priant la commission scolaire de transférer leurs enfants dans des écoles

D'autres facteurs expliquent cet attrait pour la langue anglaise, et parmi ceux-ci la prépondérance économique des anglophones n'est pas le moindre. La propagande faite dans les pays d'origine des immigrants ne manque pas, à cet égard, de laisser croire que le pays est exclusivement anglais. Considérant en effet que l'élément anglais est le plus puissant dans la province, les Néo-Canadiens constatent que pour des raisons d'ordre purement matériel, le choix d'apprendre l'anglais est nettement plus profitable pour eux. D'un point de vue éducatif, les immigrants remarquent rapidement que les structures éducationnelles anglaises sont plus compétitives, en permettant d'accéder plus facilement aux institutions universitaires. Les immigrants accordent par ailleurs une grande importance à l'éducation, car elle est un facteur non négligeable dans l'ascension sociale ainsi que dans la réussite sociale et professionnelle des générations futures.

Les francophones font volte-face et s'ouvrent aux Néo-Canadiens

Cette préférence pour le secteur anglais semble convenir, dans un premier temps, aux francophones qui ménagent aux Néo-Canadiens des classes rattachées au secteur anglais, au sein même de leurs écoles. De fait, l'une des causes de cette augmentation des inscriptions dans les écoles anglaises serait une tendance établie au sein de la commission scolaire de diriger, de façon quasi systématique, les allophones vers les écoles anglaises; une tendance qui peut être interprétée comme une attitude de repli des Canadiens français face aux immigrants qu'ils jugent comme des adversaires potentiels. Contrairement à certains qui ont fait valoir que les immigrants, au milieu du XX^e siècle, envoyèrent leurs enfants à l'école anglaise pour narguer les francophones, d'autres mettent en avant une réticence des francophones à les accueillir dans leurs écoles (Rudin et Taschereau 1993 : 202). Il est ainsi vrai de dire que les francophones ont préféré la création d'un secteur anglais plus autonome, parce qu'ils anticipaient d'importantes vagues d'immigration de catholiques allophones, surtout dans la première moitié du XX^e siècle. Ce secteur anglais pourrait alors accueillir ces nouveaux venus sans que ceux-ci menacent l'unité catholique canadienne-française

anglaises. Les commissaires se doutent que ces trois requêtes, déposées le 3 septembre 1930, le 7 mai 1935 et le 28 septembre 1937 sont initiées par les curés néo-canadiens eux-mêmes. CECM, *Délibérations* – Comité des Néo-Canadiens, 4 juin 1948, Archives de la Commission scolaire de Montréal.

(Rudin 1985 : 232). A ce titre, Henry Milner rappelle que l'on encourageait

[...] la création d'un secteur catholique autonome de langue anglaise pour accueillir non seulement les Irlandais, mais bientôt nombre de catholiques non-francophones qui auraient autrement fréquenté les écoles de langue française. Les élites du début du XX^e siècle, héritières spirituelles des catholiques ultramontains du siècle précédent, entretenaient des convictions nationalistes conservatrices. Elles estimaient que la survivance des Canadiens-français [*sic*] reposait sur leur langue et sur leur religion et sur les institutions qui les maintenaient (Milner cité dans Rudin 1985 : 232).

Jusqu'en 1945 environ, il était ainsi de coutume de diriger quasi-systématiquement les Néo-Canadiens vers le secteur anglais. Toutefois, après la Seconde Guerre mondiale, une petite fraction d'abord, mais de plus en plus importante, prend conscience du poids politique et culturel des différentes ethnies qui immigrèrent au Québec. Selon plusieurs nationalistes francophones, il faut créer des alliances et viser à l'intégration des immigrants à la société francophone. *Le Devoir*, journal nationaliste important, diffuse ces idées. Vers la fin des années 1940, les francophones sont plus nombreux à décrier cette tendance qu'ont les allophones d'inscrire leurs enfants dans les classes anglaises, protestantes ou catholiques. En 1936, une lettre de J.F. Vincent à Victor Doré, alors président général de la CECM, met bien en exergue le fait que « la population scolaire de langues étrangères déserte graduellement nos classes françaises pour s'inscrire dans les classes anglaises²⁷⁴ ». On craint même que les allophones deviennent une force encore plus grande que la population d'origine britannique, puisque tout semble démontrer aux francophones que la fréquentation d'établissements anglais est un phénomène toujours croissant dans les années 1950. Mario Du Mesnil, président général de l'Association de la jeunesse canadienne-française écrit au surintendant pour le saisir des difficultés inhérentes à ce phénomène :

Les instituteurs qui s'intéressent à notre mouvement nous assurent que les enfants des immigrants fréquentent les écoles françaises dans une très petite proportion. Premièrement, ceux

²⁷⁴ Lettre de J.F. Vincent à Victor Doré, Montréal, 9 décembre 1936, Archives nationales du Québec à Québec (E13 1993-06-007/290, n° 41).

qui sont protestants vont tous à l'école anglaise. Il n'y a pas d'exception. Deuxièmement [*sic*], ceux qui sont catholiques fréquentent l'école anglaise dans une proportion qui n'est, nous dit-on, guère inférieure à 65%. Ce qui veut dire que, de tous les enfants de ces immigrants, à peine 15 ou 20 pour cent, sauront le français. N'est-ce pas décevant ? Ceux de nos membres qui font partie des mouvements d'action catholique, nous disent que cette situation comporte des incidences religieuses [*sic*] encore plus graves que les conséquences civiles et nationales. Enfin, on nous affirme qu'à votre insu, une forte propagande, pour ne pas dire une forte pression, s'exerce pour orienter tous les enfants des immigrants vers les écoles de langue anglaise²⁷⁵.

Ce qui inquiète d'abord les francophones est la fréquentation d'établissements protestants par les Néo-Canadiens catholiques. De vastes enquêtes menées dans les années 1940 permettent alors effectivement de constater que le nombre d'enfants néo-canadiens inscrits dans les écoles catholiques chute de 29% au profit des écoles protestantes²⁷⁶. Ainsi, l'argument avancé par ceux qui sont favorables à l'intégration des immigrants dans le secteur franco-catholique, n'est pas tant linguistique, mais religieux. L'école catholique est considérée comme un lieu idéal pour protéger les immigrants des influences « néfastes » du siècle, au nombre desquelles figure le communisme.

Toutefois, on se rend rapidement compte, à la lecture des documents d'archives²⁷⁷, que les risques d'apostasie ne représentent qu'une partie du problème, alors qu'une préoccupation sous-jacente à l'intégration des immigrants au secteur catholique est soulevée, celle de la langue d'enseignement. Insistant de moins en moins sur le facteur religieux, et davantage sur la langue, plusieurs francophones parlent expressément « d'école catholique française », laissant penser que le projet s'est précisé et qu'il concerne désormais l'intégration des Néo-Canadiens dans les écoles dont la principale langue d'enseignement est le français. Dès lors, ce n'est plus l'école protestante qui dérange, mais

²⁷⁵ Lettre de Mario Du Mesnil, président général de l'Association de la jeunesse canadienne-française, Montréal, 1^{er} décembre 1955, Archives nationales du Québec à Québec (E13 1993-06-007/266, n° 557).

²⁷⁶ « Sous-comité des Néo-Canadiens. Réunion du 13 avril 1948 », 13 novembre 1948, Archives nationales du Québec à Québec (E13 1993-06-007/266, n° 557).

²⁷⁷ Notamment l'imposante correspondance reçue et envoyée par le Conseil de l'instruction publique, disponible aux Archives nationales du Québec à Québec.

bien l'école anglaise catholique. Au fond, c'est l'élément anglais qui dérange.

Cette volonté d'inclusion des allophones dans le secteur d'enseignement français est à mettre en relation avec l'émergence d'un nouveau nationalisme au Québec, plus laïc et porté à la défense du fait français dans la province. Ce mouvement dit « franco-nationaliste » allait vouloir redonner à la majorité francophone une position enviable par rapport aux anglophones, qui jusque-là dominaient les milieux des affaires et les leviers du pouvoir. Plusieurs nationalistes constatent alors que si le rythme d'immigration se maintient et si les Néo-Canadiens continuent à intégrer massivement la société anglaise, les rapports de force entre anglophones et francophones deviendront peut-être difficiles à renverser. Pour plusieurs, l'ouverture aux immigrants et la francisation de ceux-ci allaient donc devenir un des moyens d'assimiler les immigrants à la culture canadienne-française et d'assurer le rayonnement de cette dernière.

Il est aussi important de mentionner que l'ouverture des francophones aux catholiques de langues étrangères s'inscrit dans la foulée d'un large mouvement catholique d'intégration des immigrants qui est lancé et initié par le pape Pie XII. Ce mouvement voit naître des associations qui visent au bien-être des immigrants, telles que l'Œuvre protectrice des immigrants catholiques fondée en 1912 (Pâquet 2002 : 126). C'est surtout à partir des années 1880 que le Saint-Siège prend conscience de l'importance de l'émigration, au moment même où on assiste en Italie à un premier grand exode (Perin, 1993 : 203). Face à l'importance des mouvements d'émigration, Rome doit veiller aux soins spirituels que reçoivent les nouveaux venus dans les pays d'accueil. D'un peu partout, on écrit à Rome pour saisir la papauté des problèmes que rencontrent les immigrants catholiques et des conditions matérielles désastreuses dans lesquelles ils se retrouvent souvent.

Dans cette mouvance, au Québec, on assiste à la création de comités et de sous-comités chargés d'étudier le problème de la scolarisation des Néo-Canadiens ainsi que leur intégration dans la société canadienne-française. En 1947, on crée le comité des Néo-Canadiens à la CECM (Behiels 1986 : 42). L'année 1947 marquait par ailleurs un tournant pour la CECM. Alors que la guerre avait freiné l'immigration, elle reprit de plus belle à la fin des années 1940, ramenant avec elle la question de la scolarisation des Néo-Canadiens. La commission scolaire montréalaise avait déjà pris connaissance des

problèmes liés à l'éducation des catholiques allophones, mais jamais elle ne s'y attaqua avec autant d'énergie. Jusqu'à la fin des années 1940, la CECM n'avait pas de politique claire à l'égard de ces clientèles nouvelles, réglant les situations au cas par cas. Par contre, devant la hausse importante des membres du groupe catholique allophone, le comité des Néo-Canadiens se donne pour mandat de réfléchir à la scolarisation de ces minorités ethniques et de mener une vaste campagne visant à franciser les catholiques allophones au sein des écoles de la commission scolaire montréalaise. En 1948, c'est au tour du Comité catholique de mettre sur pied un sous-comité chargé d'étudier les problèmes d'éducation relatifs aux nouveaux immigrants²⁷⁸.

3. Création d'un secteur néo-canadien à la CECM

Parmi les voies privilégiées pour attirer les Néo-Canadiens figure la création d'un secteur néo-canadien au moyen de la mise en place d'écoles et de classes néo-canadiennes et d'un programme élémentaire d'études spécifique aux allophones.

Création d'un secteur néo-canadien

Réticence des francophones à intégrer les allophones dans les classes françaises ou volonté de répondre au désir des immigrants qui préfèrent être scolarisés dans des classes à part ? Toujours est-il que la solution privilégiée pour franciser les immigrants sera de créer pour eux un secteur néo-canadien à la commission scolaire montréalaise. D'ailleurs, pour mieux répondre aux besoins des communautés ethniques, on procède à des consultations périodiques auprès des intéressés. Les curés

²⁷⁸ Concrètement, toutefois, le rôle de ce sous-comité du Comité catholique, tout au long de la période, en est surtout un de supervision, de contrôle et d'approbation des initiatives locales. D'ailleurs, l'important dossier des Archives nationales du Québec qui porte sur ce sous-comité, est silencieux sur de grandes périodes de son existence. Il faut attendre une résolution votée au mois de novembre 1955 pour que le Comité catholique décide d'étudier plus en profondeur le problème néo-canadien en créant un « Sous-comité de spécialistes chargés d'étudier à fond le problème scolaire des Néo-Canadiens, de faire rapport et de recommander les mesures qu'ils jugeront opportunes », lettre de Roland Vinette à Marcel Lafortune, Québec, 20 février 1956, Archives nationales du Québec à Québec (E13 1993-06-007/290, n° 41).

néo-canadiens sont entre autres invités à partager leurs points de vue devant le comité des Néo-Canadiens. Tous défendent un enseignement plus poussé de la langue maternelle, au moins jusqu'à la 6^e année de l'élémentaire. Ils sont également en faveur de la création d'écoles, ou de classes, néo-canadiennes, à l'intérieur desquelles les élèves sont groupés selon les nationalités. Entre autres raisons invoquées pour ce regroupement, on croit que cela faciliterait l'enseignement de la langue maternelle de chaque communauté.

Le projet de classes ou d'écoles néo-canadiennes est pris au sérieux par le comité des Néo-Canadiens de la CECM. Il envisage même les moyens de sa mise en application. D'abord, le comité doit réfléchir à la façon de transporter les enfants, vu leur dispersion sur le territoire. Mais cela paraît difficile à réaliser pour la commission scolaire qui est allée jusqu'à demander, en vain, à des compagnies de taxis de bien vouloir transporter ces enfants²⁷⁹. La difficulté est aussi grande d'embaucher des instituteurs compétents de nationalité étrangère. Les Ukrainiens n'arrivent pas à trouver une institutrice qui répondrait à toutes les exigences du métier d'enseignante auprès des Néo-Canadiens, notamment la maîtrise de trois langues²⁸⁰.

La mise en application du projet des classes néo-canadiennes n'est donc pas simple. En mars 1948, le directeur de l'Ecole Olier, un dénommé Nepveu, expose aux membres du comité des Néo-Canadiens les difficultés liées à la centralisation des écoliers allophones :

[...] le projet de centralisation des élèves néo-canadiens dans des écoles à eux amènerait la Commission à créer des classes mixtes de plusieurs degrés, dans des écoles parfois assez éloignées des familles néo-canadiennes. La Commission devra, en outre, loger ailleurs les écoliers canadiens de langue française ou de langue anglaise que les écoliers néo-canadiens auraient déplacés de leurs écoles²⁸¹.

²⁷⁹ CECM, *Délibérations* — Comité des Néo-Canadiens, 19 novembre 1951, Archives de la Commission scolaire de Montréal.

²⁸⁰ En ce qui concerne le projet de classes ukrainiennes, on décide finalement, au mois de décembre 1951, au comité des Néo-Canadiens, de le reporter à plus tard. CECM, *Délibérations* — Comité des Néo-Canadiens, 13 décembre 1951, Archives de la Commission scolaire de Montréal.

²⁸¹ CECM, *Délibérations* — Comité des Néo-Canadiens, 12 mars 1948, Archives de la Commission scolaire de Montréal.

Face aux difficultés d'une telle centralisation, on décide de commencer avec un seul groupe néo-canadien. Et pour pallier le fait que l'on devra déloger d'éventuels élèves canadiens-français, on suggère d'installer ces classes néo-canadiennes dans les soubassements des églises des paroisses nationales²⁸². On évoque la possibilité de commencer ce travail avec les Hongrois. Cependant, cette idée met du temps à se concrétiser. Le 12 octobre 1948, on suggère l'établissement d'une école pour les enfants allemands dans le soubassement de leur église nationale²⁸³. Mais il s'avère impossible d'installer une telle école dans l'église Saint-Boniface, notamment parce que le curé de l'endroit s'oppose à ce qu'on isole ses jeunes ouailles des autres écoliers²⁸⁴. En 1949, on discute d'un autre projet, celui d'une école d'élèves allemands, hongrois et slovaques, qui serait située sur la rue Bullion, dans un édifice appartenant aux Dames de la Congrégation et que la CECM pourrait racheter²⁸⁵. Bien entendu, les commissaires s'entendent pour demander l'avis des curés concernés avant de réaliser le projet. Au mois de juin 1951, le projet de classes pour les enfants néo-canadiens est de nouveau discuté. C'est l'occasion d'apprendre que les projets énoncés plus haut ont bien été soumis à la Direction des études de la CECM, mais que cette dernière n'y a pas donné suite, sauf dans le cas des Italiens, plus ouverts à la communauté francophone.

Il faut attendre l'arrivée de Ferdinand Biondi²⁸⁶ comme commissaire à la CECM pour relancer la question des Néo-Canadiens et favoriser la création de 13 écoles dites « ethniques », en 1961 ; 6 d'entre elles sont rattachées à des écoles françaises et 7 à des écoles anglaises. L'arrivée de Biondi à la commission scolaire marque également

²⁸² CECM, *Délibérations* — Comité des Néo-Canadiens, 12 mars 1948, Archives de la Commission scolaire de Montréal.

²⁸³ CECM, *Délibérations* — Comité des Néo-Canadiens, 12 octobre 1948, Archives de la Commission scolaire de Montréal.

²⁸⁴ CECM, *Délibérations* — Comité des Néo-Canadiens, 9 novembre 1948, Archives de la Commission scolaire de Montréal.

²⁸⁵ CECM, *Délibérations* — Comité des Néo-Canadiens, 13 mai 1949, Archives de la Commission scolaire de Montréal.

²⁸⁶ De 1936 à 1965, Ferdinand Biondi (1909-1998) est présentateur à la station de radio CKAC (Montréal). Il produisit et anima notamment une émission intitulée « Améliorons notre langue parlée », en collaboration avec la CECM et diffusée dans les écoles de la commission scolaire montréalaise.

l'arrivée des Néo-Canadiens au sein des instances administratives du réseau public d'éducation à Montréal.

Création d'un programme d'études élémentaires néo-canadien

La création d'un secteur néo-canadien ne répondrait pas aux objectifs de la majorité française s'il ne s'accompagnait pas de l'élaboration d'un programme d'études spécifiques pour ces minorités. Puisque les allophones désertent le secteur français pour adhérer aux secteurs anglais, protestant et catholique, on envisage de les attirer dans les écoles françaises au moyen d'un programme d'études dont le contenu répondrait mieux à leurs attentes en matière d'éducation, notamment en proposant un enseignement plus poussé des langues maternelles et de l'anglais, comme langue seconde. Un programme aussi qui assurerait l'intégration des Néo-Canadiens dans la société canadienne-française.

Dès la fin des années 1940, des recommandations sont faites par le comité des Néo-Canadiens de la CECM pour la mise en place d'un programme spécifique aux Néo-Canadiens, mais les premiers projets de programmes, mis à l'essai dans des classes italiennes, rencontrent des réticences. Ces programmes accorderaient, aux yeux de plusieurs, trop d'importance à la langue maternelle qui ne doit pas, en théorie, dépasser la 2^e année de l'élémentaire. Il faut voir qu'en ce qui concerne les langues d'enseignement, on ne peut plus, depuis 1931, enseigner les langues maternelles autres que le français et l'anglais. L'enseignement dans la langue maternelle est réservé au catéchisme et aux deux premières années de l'élémentaire seulement (Behiels 1986 : 48). Aussi, le programme spécial pour les Néo-Canadiens s'avère inefficace pour attirer les clientèles allophones qui fréquentent toujours en majorité les écoles de langue anglaise. Par ailleurs, la CECM rappelle que l'on ne peut autoriser la ségrégation des Néo-Canadiens en vue de leur enseigner leur langue maternelle. Plus généralement, les membres francophones et anglophones, irlandais en l'occurrence, bloquent donc les recommandations du comité des Néo-Canadiens quant à l'application d'un programme spécial auprès des Néo-Canadiens.

Ce n'est qu'à la fin des années 1950, lorsque le Comité catholique lui-même se saisit du problème, que ressurgit l'idée de proposer un programme élémentaire spécifique aux allophones. L'objectif visé est alors de permettre aux Néo-Canadiens de mieux s'intégrer à la vie française de la province en misant sur l'apprentissage autant de l'anglais que du français. Le programme proposé se base

essentiellement sur celui des classes élémentaires françaises, avec des adaptations qui consistent en une plus grande utilisation de la langue maternelle et par un enseignement plus poussé de l'anglais comme langue seconde, celui-ci commençant dès la 1^{re} année.

La version la plus achevée et la plus inédite du programme spécifique aux Néo-Canadiens est approuvée et mise à l'essai en 1961. Beaucoup plus étoffé que les précédents, le nouveau programme tient davantage compte des réalités des Néo-Canadiens. Dans le préambule du programme, on lit que l'un de ses objectifs est d'offrir aux immigrants catholiques allophones les conditions favorables à leur intégration dans une société chrétienne et française. Pour ce faire, l'école est un milieu d'une importance capitale. Et puis, au-delà de l'enfant qui fréquente l'institution scolaire, c'est toute sa famille que l'on veut toucher. Le préambule met également l'accent sur l'importance du bilinguisme pour les Néo-Canadiens qui, dans une proportion de 98%, aspirent à devenir bilingues²⁸⁷.

Pour les premières années de l'élémentaire, au moment où les élèves maîtrisent encore mal le français et l'anglais, le programme permet d'utiliser la langue maternelle des enfants afin que les premiers échanges et apprentissages soient fructueux, surtout dans l'enseignement religieux, qui prolonge l'éducation paroissiale et familiale : « l'usage de la langue maternelle, comme moyen de communication, est conseillé durant les trois premiers degrés du cours lorsque les circonstances le requièrent ou le permettent²⁸⁸ ». A partir de la 4^e année de l'élémentaire, cependant, les langues française et anglaise prendront de plus en plus d'importance.

Comme on peut le voir dans le tableau 3, qui reproduit l'horaire hebdomadaire des classes néo-canadiennes en 1961, le programme prévoit un enseignement de l'anglais, comme langue seconde, beaucoup plus poussé que celui qui est offert aux francophones. Alors qu'il débute dès la première année auprès des élèves néo-canadiens, l'anglais ne s'enseigne qu'à partir de la 3^e année dans le secteur français.

²⁸⁷ « Projet de programme d'études pour les Néo-Canadiens », *circa* 1961, Archives nationales du Québec à Québec (E13 1993-06-007/292, n° 1137).

²⁸⁸ « Projet de programme d'études pour les Néo-Canadiens », *circa* 1961, Archives nationales du Québec à Québec (E13 1993-06-007/292, n° 1137).

Tableau 3 – Horaire hebdomadaire des classes néo-canadiennes, 1961

SUJETS	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	4 ^e année	5 ^e année	6 ^e année	7 ^e année
Religion	2h30	3h30	2h30	2h30	2h30	2h30	2h30
Français	6h30	7h30	8h30	8h	8h	8h30	8h30
Anglais	3h30	4h30	5h30	6h	6h	6h30	6h30
Arithmétique	4h	4h	4h	4h	4h	4h	4h
Mon nouveau pays	1h	1h	1h30	1h30	1h30	1h30	1h30
Histoire							
Géographie							
Matières diverses	2h30	2h30	3h	3h	3h	3h	3h
Dessin, connaissances usuelles, hygiène, civisme, bienséances							

Source : « Projet de programme d'études pour les Néo-Canadiens », circa 1961, Archives nationales du Québec à Québec (E13 1993-06-007/292, n° 1137).

A ce sujet, les producteurs du programme²⁸⁹ précisent que cet enseignement plus étendu de l'anglais n'est pas du tout approprié pour les francophones. On précise bien alors que ce programme ne doit être utilisé qu'auprès des clientèles néo-canadiennes afin, dit-on, qu'ils ne soient pas tentés de fréquenter les écoles anglaises. On peut comprendre, en filigrane, que les producteurs du programme sentent bien l'attrait des francophones eux-mêmes pour un enseignement amélioré de l'anglais. Ils craignent en fait que l'utilisation de ce programme élémentaire chez les francophones les incite à intégrer l'école anglaise au secondaire, alors qu'il n'existe pas d'obligation pour eux de fréquenter les établissements français. Même si certains règlements restreignent déjà l'accès des francophones aux écoles anglaises, ce n'est qu'en 1977, avec

²⁸⁹ Charles Bilodeau, Raoul Drouin et René Gauthier, « Rapport du sous-comité du programme d'études des Néo-Canadiens », Montréal, Archives nationales du Québec à Québec (E13 1993-06-007/290, n° 41).

la loi 101, que sera imposée l'obligation, pour tous les élèves de langue maternelle française, de fréquenter les écoles françaises²⁹⁰.

Le programme de 1961 n'améliore pas seulement l'enseignement des langues officielles du pays, mais il prévoit aussi l'enseignement dans les deux langues, ce qui constitue une autre originalité par rapport aux programmes utilisés dans les autres secteurs d'éducation. Alors que certaines matières sont prévues s'enseigner en français, d'autres devront s'enseigner en anglais. Il est par ailleurs intéressant de noter les lieux où la langue anglaise est permise, soit dans des domaines plus techniques ou plus directement liés au monde du travail, l'arithmétique par exemple. La langue française, quant à elle, servira plutôt pour le dessin, les connaissances usuelles, l'hygiène, le civisme, les bienséances, l'histoire et la géographie. Il n'est nullement étonnant que ces deux dernières matières soient enseignées en français, par l'importance qu'elles revêtent dans le projet d'intégration des catholiques allophones à leur société d'accueil. D'ailleurs, on donne une nouvelle appellation à ces deux matières, qui sont enseignées simultanément sous le titre : « Mon nouveau pays ». C'est à travers cet enseignement que les immigrants comprendront « nos mœurs, nos coutumes, le sens de notre héritage²⁹¹ ». Les producteurs du programme concluent à cet effet que pour que l'enseignement facilite l'atteinte de l'objectif du programme, on doit utiliser la langue française.

Mais le programme se veut un élément constitutif d'un ensemble plus vaste. Selon ses concepteurs, le programme sera improductif si son application ne s'accompagne pas d'une propagande auprès des familles pour leur montrer les rôles importants joués par les deux cultures, si on n'invite pas les parents et les enfants à participer aux associations et aux groupes de loisirs, si on ne veille pas à l'organisation de cours du soir, de camps de vacances, etc. Bref, c'est plus qu'un programme d'études qui est suggéré, mais un ensemble de mesures qui partent de l'école, pour s'ouvrir sur plusieurs sphères à partir desquelles on assurera l'intégration des Néo-Canadiens. Le programme ne veut pas seulement offrir aux immigrants les avantages d'une éducation bilingue, mais propose une véritable insertion dans la culture française et

²⁹⁰ Seules les institutions scolaires anglaises privées et non subventionnées sont accessibles aux quelques francophones en mesure, financièrement, d'y accéder.

²⁹¹ « Projet de programme d'études pour les Néo-Canadiens », *circa* 1961, Archives nationales du Québec à Québec (E13 1993-06-007/292, n° 1137).

catholique du Québec. L'horaire des classes néo-canadiennes accorde ainsi la primauté à l'enseignement du français et de l'anglais, tout en misant sur des enseignements complémentaires jugés nécessaires à l'éducation élémentaire des immigrants : religion, arithmétique, histoire, géographie.

Mais ce programme trilingue spécifique aux Néo-Canadiens, tout comme les projets de classes et d'écoles dites « néo-canadiennes », rencontre beaucoup de réticences, notamment chez les groupes ethniques eux-mêmes, surtout « parce qu'il n'[assure] pas un enseignement religieux adéquat quant à un certain groupe, parce qu'il ne [repose] pas sur un programme où l'égalité de temps consacré à l'une ou l'autre langue officielle est prévue, parce qu'il ne garantit pas la concentration dans des écoles bien déterminées des élèves d'une même origine²⁹² ».

Aussi, et surtout, les anglophones bloquent la création d'un secteur néo-canadien, essentiellement parce que cela menacerait leur propre secteur d'éducation. L'opposition est vigoureuse de la part des organisations montréalaises anglaises, notamment la *Provincial Association of Catholic Teachers* et *English Catholic Parent-Teacher Association*, qui veulent conserver la mainmise sur l'instruction des immigrants catholiques. Notons également qu'étant donné le départ des élèves néo-canadiens, la clientèle du secteur anglais serait réduite d'environ 50%, selon les estimations du chercheur Michael Behiels (1988 : p. 13). Le projet d'un secteur « néo-canadien » aboutit donc à une impasse, les anglophones misant gros sur ces clientèles afin d'assurer la survie et le développement de leurs écoles. D'ailleurs, une des réponses du secteur anglais pour contrecarrer les efforts des francophones pour attirer les immigrants catholiques dans le secteur français est notamment d'avoir amélioré l'enseignement du français, dans le programme élémentaire anglais de 1962, de sorte que la langue seconde serait enseignée, ici aussi, dès la première année de l'élémentaire (Behiels 1986 : 13).

Au final, le programme mis en place pour les Néo-Canadiens en 1961 par les francophones, n'arrive pas à ses objectifs. Le journal *Le Devoir* du 29 mars 1961 parle d'une « expérience timide » lorsqu'il aborde les résultats de sa mise en application. Hormis auprès des

²⁹² CECM, *Délibérations*, 1961-1962, 2 août 1962, Archives de la Commission scolaire de Montréal.

Italiens, le programme n'arrive pas à s'implanter auprès des principaux groupes ethniques qui semblent bouter les efforts des francophones pour les attirer dans leurs écoles. La fréquentation des écoles anglaises est loin d'être entravée, les chiffres étant assez éloquentes à cet égard. Le secteur anglais accueille toujours, à la fin de la période, une très large part des allophones qui, pour des raisons d'ordre économique surtout, désirent s'intégrer à la société anglaise. Ainsi se voit confirmée l'idée d'une école conçue comme lieu de promotion ou d'ascension sociale.

***In fine* : ouverture sur une comparaison**

Au terme de cette réflexion, on peut se demander quel rôle joue la religion dans les tensions que connaît le réseau scolaire catholique à Montréal entre 1940 et 1960? N'est-elle qu'accessoire, un instrument pour défendre l'appartenance identitaire et culturelle? Avançons que si la langue a pu servir de support de diffusion de la religion, cette dernière doit être considérée elle-même comme partie d'un tout plus large, qui porte la culture du groupe qui la pense. La religion, tout comme la langue, sont ici des objets culturels, qui infléchissent les contenus, orientent les discours et fournissent un cadre de référence commun. En fait, la religion n'est qu'un des lieux de la définition identitaire et culturelle; ses expressions en sont multiples.

De la même manière qu'il y a plusieurs façons d'être catholique, il ne suffit pas de partager la même religion pour fréquenter les mêmes écoles. Il faut en fait peut-être surtout partager un même projet éducatif, lui-même porteur d'une appartenance tant linguistique que religieuse. L'éducation revêt d'ailleurs une importance toute capitale dans des sociétés dites « divisées » où il est primordial d'assurer la transmission d'une certaine vision du monde auprès des générations futures à même de poursuivre le projet identitaire et social.

Le Québec n'est pas unique à cet égard. D'autres sociétés, telle la Belgique, ont connu des problématiques similaires liées à la présence de communautés linguistiques et culturelles variées. C'est pourquoi il me semble qu'un regard comparatif peut permettre d'affiner notre compréhension des relations qui se sont tissées, en éducation, entre « langue » et « religion ». Il faut dire que la perspective comparée a la cote à l'heure actuelle où toute une nouvelle génération d'historiens s'y montre de plus en plus sensible (Bouchard 2003). Il est vrai, en effet,

que la comparaison permet de mettre en perspective l'histoire de sociétés particulières et de montrer, entre autres, que ce qui était perçu comme des caractéristiques uniques sont susceptibles d'être présentes dans d'autres collectivités qui partagent un certain nombre de similarités.

Mais aussi pertinentes qu'elles puissent paraître à première vue, les comparaisons entre la Belgique et le Québec sont toutefois souvent biaisées, en ce qu'elles ont tendance à mettre en regard les francophonies québécoise et belge, prenant appui sur l'idée préconçue qu'il existe une parenté entre ces deux espaces francophones (Erk 2002 : 499). Certes, des rencontres belgo-québécoises ont porté sur ces francophonies et montré la richesse d'un regard comparatif entre le Québec et la Wallonie (Caulier et Courtois 2006) ; deux espaces qui présentent des similitudes qui fondent la comparaison :

La Wallonie et le Québec [...] ont [...] en commun certaines caractéristiques : le catholicisme comme religion dominante, une vie politique marquée par le biculturalisme. Elles partagent également une situation de relative marginalité par rapport à des voisins de grande taille (France, Allemagne, États-Unis) et à l'aire linguistique francophone. Enfin, en partie en raison de ces traits communs, elles ont entretenu et entretiennent toujours des relations sur les plans social, culturel et économique (Caulier et Courtois 2006 : quatrième de couverture).

Les auteurs d'un ouvrage paru en 2006 autour de ces rencontres de chercheurs québécois et belges ne manquent cependant pas de souligner les divergences entre les contextes wallon et québécois (Caulier et Courtois 2006 : 2-3). À cet égard, d'autres chercheurs croient que la comparaison entre le Québec et la Flandre est beaucoup plus féconde (notamment Erk 2005), surtout lorsqu'il est question des luttes politiques portant sur la protection de la langue. Il est vrai que le Québec et la Flandre ont souvent placé la langue au cœur de leurs revendications politiques (Witte et Van Velthoven 1999 : 7). Partant, le domaine éducatif, fortement touché par les législations entourant les langues, est un terrain fertile pour la comparaison.

Sous plusieurs aspects, donc, les Québécois auraient une plus grande parenté avec les Flamands, alors que les francophones de Wallonie et de Bruxelles partageraient une vision de la Belgique qui se rapprocherait davantage de celle que les Canadiens anglais entretiennent

vis-à-vis du Canada. Certes, la Flandre n'a pas connu ces débats entourant la scolarisation des immigrants et l'impact de leur intégration sur l'identité flamande. En revanche, le Québec et la Flandre connaissent une dynamique sociétale à l'intérieur de laquelle la langue d'enseignement et l'enseignement des langues sont des enjeux importants. La Flandre et le Québec font partie tous les deux de sociétés « divisées », à l'intérieur desquelles l'identification du groupe majoritaire a été plus ou moins complexe et ambiguë, notamment parce que la majorité démographique a pu connaître un statut de minorité sociologique, comme c'est le cas au Québec où le groupe francophone est majoritaire d'un point de vue démographique, mais largement défavorisé, du moins jusqu'aux années 1960 et 1970, dans les milieux du pouvoir et des affaires. La Flandre et le Québec sont donc des foyers « d'une langue qui a historiquement connu un rapport de pouvoir défavorable face à la langue traditionnellement dominante de l'Etat fédéral, l'anglais, encore aujourd'hui au Canada, et le français, du moins jusqu'aux années 1970, en Belgique » (McAndrew et Verlot 2004 : 12). Les luttes qui ont opposé, au Québec, les francophones et les anglophones, ne sont par ailleurs pas sans rappeler celles qui ont divisé les Wallons et les Flamands en matière d'éducation. De part et d'autre, l'expérience du bilinguisme et de la scolarisation commune se solde par un échec, alors que les communautés choisissent de s'organiser séparément.

Evidemment, la situation flamande et la situation québécoise s'opposent sur bien des points. D'abord, l'enseignement en français a toujours été assuré au Québec, alors qu'on ne peut dire la même chose de l'enseignement dans la langue néerlandaise en Flandre. Au Québec, le français a été, depuis le début de son histoire, la langue de la scolarisation, de l'élémentaire jusqu'à l'université. Même après la conquête anglaise, en 1760, le droit de recevoir un enseignement en français y a été assuré. C'est loin d'avoir été le cas en Flandre où la langue française s'est rapidement imposée dans l'enseignement moyen et universitaire. Il faut attendre la fin du XIX^e siècle pour que le mouvement flamand (le *Vlaamse beweging*) s'insurge contre la francisation par une série de lois linguistiques (Berré 2006 : 42-43). La néerlandisation de l'enseignement a alors été progressive, se réalisant dès les années 1920 et 1930. Toutefois, il est intéressant de noter que si la langue française ne posait pas de problème dans l'enseignement au Québec, elle n'était toutefois pas la langue du pouvoir et des affaires et,

à ce titre, les nationalismes flamand et québécois ont en commun d'avoir placé la langue au cœur de leurs revendications. Les stratégies déployées par le mouvement nationaliste québécois visant à l'obligation d'une scolarisation en français pour tous, s'apparentent aux législations adoptées en Belgique sur la langue d'enseignement. La loi 101, votée au Québec en 1977, vise à rendre obligatoire la scolarisation en français et rappelle les législations belges sur la langue d'enseignement dans les communautés. La seule différence est que cette obligation à être scolarisé dans une langue est territoriale en Belgique, alors qu'au Québec elle est plutôt liée à la langue maternelle.

Ces divergences rappellent les contextes différenciés, cependant qu'elles montrent du même coup l'importance des dynamiques interculturelles dans la définition des projets éducatifs. Même si ceux-ci s'insèrent dans une vision confessionnelle de l'enseignement, le critère religieux semble jouer un rôle secondaire dans les rapports qui opposent les communautés. En Flandre, par exemple, la lutte du mouvement flamand pour néerlandiser l'enseignement, dès la fin du XIX^e siècle, est loin de n'être que culturelle, « elle recèle une indéniable dimension sociale », et se mue en un véritable combat politique (Grootaers 1998 : 71-72). Au Québec, les tentatives des Canadiens français, dès l'après Seconde Guerre mondiale, pour franciser les immigrants et réduire le poids du secteur éducatif anglais comporte cette même notion politique, l'école figurant comme un élément central dans la définition d'un projet social, voire d'un projet national. Dans un contexte de discrimination linguistique et de déséquilibre social (domination française en Belgique et anglaise au Québec), les débats ont avivé la question de la langue, diminuant du même coup l'importance du facteur religieux.

Ainsi, me semble-t-il, c'est la langue partagée, la langue choisie, bien plus que l'appartenance à une même confession religieuse, qui devient le facteur principal de cohésion à l'intérieur des communautés qui partagent une même culture. La culture partagée s'entend toutefois ici dans son sens le plus large, pour désigner un « vouloir-vivre » collectif. Dans le cas du groupe anglo-catholique au Québec, par exemple, l'identité est forgée par le sentiment d'être minoritaire et le sentiment de former une collectivité à part entière et reconnue comme telle par les autres collectivités. En émerge alors une culture distincte qui, bien qu'elle puisse être elle-même divisée en plusieurs sous-cultures, demeure relativement unie autour d'une idée plus utilitariste de la langue et de son rôle dans l'éducation. C'est la

langue, bien plus que la religion, qui porte ici le projet identitaire. Bien entendu, on pourra arguer que le choix d'une langue ne peut pas se réduire à des considérations utilitaristes, car choisir une langue c'est aussi choisir de faire entrer la jeunesse dans un certain monde (Pirotte 2006 : 19). Là-dessus, l'étude des contenus et des programmes nous permettrait de mieux cerner l'impact de l'éducation sur la formation identitaire. Mais, pour en rester sur le terrain des luttes politiques en éducation, la langue joue assurément le rôle de premier catalyseur.

Dans un contexte de tensions entre les communautés linguistiques, tant au Québec qu'en Belgique, l'intérêt d'une telle perspective se révèle dans toute sa pertinence. L'école confessionnelle, qui se pense difficilement en dehors de l'appartenance linguistique de ses promoteurs, devient un lieu privilégié d'expression identitaire. Ici, comme ailleurs, penser l'éducation, c'est donc aussi dire sa culture.

BIBLIOGRAPHIE

Archives nationales du Québec à Québec – Fonds du ministère de l'Éducation :

- Procès-verbaux du Comité catholique du Conseil de l'instruction publique, 1928-1964
- Correspondance reçue du Département de l'instruction publique, 1925-1949

Archives de la Commission scolaire de Montréal :

- Délibérations des commissaires, 1917-1965
- Rapports de visites, 1925-1959

Études :

BEHIELS, Michael D. 1986. « The Commission des écoles catholiques de Montréal and the Néo-Canadian Question : 1947-1963 ». *Canadian Ethnic Studies* 18, 2 : 38-64.

BEHIELS, Michael D. 1988. « Neo-Canadians and Schools in Montreal, 1900-1970 ». *Journal of Cultural Geography* 8, 2 : 5-16.

- BERRÉ, Michel. 2006. *Les langues à l'école primaire : enjeux identitaires et pédagogiques. L'enseignement du français en Belgique flamande au XIX^e siècle*. Mons : CIPA.
- BOUCHARD, Gérard. 2003. « Une crise de la conscience historique. Anciens et nouveaux mythes fondateurs dans l'imaginaire québécois », in Stéphane KELLY dir. *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- CARTER, G. Emmett. 1957. *The Catholic Public Schools of Quebec*. Toronto / Montreal : W.J. Gage Limited.
- CAULIER, Brigitte et Luc COURTOIS dir. 2006. *Québec-Wallonie. Dynamiques des espaces et expériences francophones*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- ERK, Jan. 2002. « Le Québec entre la Flandre et la Wallonie : une comparaison des nationalismes sous-étatiques belges et du nationalisme québécois ». *Recherches sociographiques* XLIII, 3 : 499-516.
- GAGNON, Robert. 1996. *Anglophones at the CECM*. Montréal : CECM.
- GALLAGHER, Paul. 1957. « A History of Public Education for English-Speaking Catholics in the Province of Quebec ». Mémoire de maîtrise en éducation. Lennoxville : Bishop's University.
- GERMAIN, Annick. 2002. « La culture urbaine au pluriel? Métropole et ethnicité », in Denise LEMIEUX dir. *Traité de la culture*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture.
- GROOTAERS, Dominique dir. 1998. *Histoire de l'enseignement en Belgique*. Bruxelles : Editions du Centre de recherche et d'information socio-politiques.
- JONES, Alan W. 1982. « Les anglophones et l'enseignement jusqu'à 1964 », in Gary CALDWELL et Eric WADDELL dir. *Les anglophones du Québec. De majoritaires à minoritaires*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture (Collection « Identité et changements culturels », n^o 1).
- LANOUELLE, Mélanie. 2004. « Penser l'éducation, dire sa culture. Les écoles catholiques anglaises au Québec, 1928-1964 ». Thèse de doctorat. Québec : Université Laval.

- MCANDREW, Marie et Marc VERLOT. 2004. « Aménager diversité culturelle, langue et éducation : un regard comparatif sur le Québec et la Flandre ». *Canadian Ethnic Studies / Etudes ethniques canadiennes* XXXVI, 3 : 10-24.
- MURPHY, Terrence et Roberto PERIN dir. 1996. *A Concise History of Christianity in Canada*. Toronto : Oxford University Press.
- PÂQUET, Martin. 2002. « Marquage identitaire et pastorale catholique. L'Œuvre protectrice des immigrants catholiques, 1912-1930 », in Jean-Pierre WALLOT (avec la coll. de Pierre LANTHIER et Hubert WATELET). *Constructions identitaires et pratiques sociales*. Actes du colloque en hommage à Pierre Savard tenu à l'Université d'Ottawa les 4, 5 et 6 octobre 2000. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa / Centre de recherche en civilisation canadienne-française.
- PERIN, Roberto. 1993. *Rome et le Canada. La bureaucratie vaticane et la question nationale, 1870-1903*. Montréal : Boréal.
- PIROTTE, Jean. 2006. « Entre héritages et prospective. Les enjeux citoyens de l'enseignement des langues en Wallonie », in Luc COURTOIS et Jean PIROTTE dir. *L'enseignement des langues en Wallonie. Enjeux citoyens et chances pour l'avenir*. Louvain-la-Neuve : Fondation Wallonne P.-M. et J.-F. Humblet, Série Recherches, Volume 5.
- Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*. 1968. Livre II : *L'éducation*. Ottawa : Roger Duhamel, Imprimeur de la Reine.
- RUDIN, Ronald. 1985. *The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture.
- RUDIN, Ronald et Sylvie TASCHEREAU. 1993. « Population anglophone, immigration et communautés ethno-culturelles », in J. ROUILLARD dir. *Guide d'histoire du Québec du régime français à nos jours. Bibliographie commentée*. 2^e édition. Montréal : Editions du Méridien (Collection « Histoire »).
- WITTE, Els et Harry VAN VELTHOVEN. 1999. *Langue et politique. La situation en Belgique dans une perspective historique*. Bruxelles : VUB University Press.